

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 517

[C — 2009/27018]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles international

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, conclu le 20 mars 2008;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné les 24 avril et 8 novembre 2007;

Vu le protocole n° 499 du Comité de secteur XVI, établi le 17 janvier 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2007;

Vu l'avis n° 44.794/2/V du Conseil d'Etat, donné le 4 août 2008 en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre des Relations extérieures et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles international ci-après dénommé « l'organisme »

Le présent arrêté n'est pas applicable aux membres du personnel à engager par contrat d'occupation d'étudiant pendant les mois de juillet, août et septembre.

CHAPITRE II. — *Des conditions d'engagement*

Art. 2. § 1^{er}. Des personnes peuvent être engagées par l'organisme aux fins exclusives :

1. de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2. de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service;

3. d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques telles que définies par le présent article;

4. de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expertise large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter.

Le contrat de travail définit les tâches confiées à la personne engagée conformément au profil de fonction déterminé préalablement.

§ 2. Par tâches auxiliaires, il y a lieu d'entendre :

1. les tâches de service dans les cafétérias;

2. les tâches de maintenance;

3. les tâches de téléphonie et d'accueil;

4. les tâches exercées par les chauffeurs;

§ 3. Peuvent relever des tâches spécifiques, les tâches relatives à la réalisation des programmes européens, les échanges internationaux de jeunes pour lesquelles l'emploi est financé par des subsides extérieurs.

La personne désignée pour cette fonction est au moins titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 et doit répondre aux qualifications professionnelles particulières précisées dans le profil de la fonction.

§ 4. Peuvent être considérées comme tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter, les tâches qui intègrent des méthodes de gestion ou des connaissances techniques de haut niveau.

Art. 3. Pour l'application de l'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international, le cadre organique de l'organisme contient les emplois à pourvoir visés à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, 3^o et 4^o, du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Admissibilité, sélection et cessation de fonction*

Art. 4. § 1^{er}. Les personnes à engager par contrat de travail doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. jouir des droits civils et politiques;
2. satisfaire aux lois sur la milice;
3. justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;
4. être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec le niveau de l'emploi à conférer;
5. être d'une conduite correspondant aux exigences de l'emploi à pourvoir.

§ 2. Les conditions prévues au § 1^{er} doivent être maintenues tout au long de l'exécution du contrat.

§ 3. Pour les niveaux 1, 2+ et 2, les critères de sélection sont les suivants : le diplôme et la formation, les aptitudes et compétences, la motivation pour occuper l'emploi.

Pour le niveau 3, les critères de sélection sont les suivants : les aptitudes et compétences et la motivation pour occuper l'emploi.

§ 4. Pour les engagements visés à l'article 2, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du présent arrêté, la priorité est accordée aux lauréats de concours de recrutement spécifiques à la fonction organisés par le SELOR pour la Région wallonne, ou la Communauté française Wallonie-Bruxelles, et dont la réserve de recrutement est toujours valide.

En cas d'absence de lauréat SELOR intéressé, l'appel à candidature peut faire l'objet d'une publicité par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Pour les engagements visés à l'article 2, § 1^{er}, 1, 2, et pour les engagements aux fins d'accomplissement de tâches auxiliaires, les Ministres fonctionnels procèdent à une première sélection des candidats pour les postes à pourvoir, à l'examen des dossiers de candidatures et sur la base d'une grille d'évaluation liée au profil de fonction de chaque emploi à pourvoir.

Les candidats ainsi présélectionnés font l'objet d'une audition par les responsables concernés de l'organisme, en présence d'observateurs syndicaux. L'administrateur général transmet le rapport d'audition accompagné d'une proposition motivée aux Ministres fonctionnels en adressant copie aux Ministres de la Fonction publique. Pour chaque candidat, le rapport d'audition spécifie au minimum les éléments suivants :

1^o définition du poste à pourvoir :

a) description des tâches;

2^o profil du candidat recherché :

a) diplôme et formation;

b) aptitudes et compétences;

3^o entretien :

a) identification du candidat, (y compris une copie de l'attestation SELOR, sauf pour les tâches auxiliaires et pour les remplacements temporaires);

b) motivation du candidat pour occuper la fonction;

c) expérience professionnelle;

d) date à laquelle la personne sera disponible pour occuper la fonction;

e) adéquation au profil demandé;

4^o classement d'un candidat dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition et après avis des Ministres de la Fonction publique, les Ministres fonctionnels donnent les instructions nécessaires à l'administrateur général afin qu'il procède à l'engagement parmi les personnes qui conviennent pour la fonction à l'exception des contractuels de remplacement exerçant les fonctions de délégué général, délégué ou de conseiller dont l'engagement est décidé par les Gouvernements.

Art. 5. § 1^{er}. Tout engagement de membre du personnel contractuel chargé d'accomplir des tâches spécifiques et du personnel visé à l'article 2, § 1^{er}, 4^o, du présent arrêté nécessite :

1. la publication d'un appel à candidats par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester;

2. une description de fonction et un profil de compétence contenant la mention des compétences, de l'expérience et des aptitudes requises;

3. l'instauration d'une commission de sélection;

4. une décision motivée en la forme, visant l'admissibilité des candidats et leur sélection.

§ 2. Les tests ou épreuves de sélection sont organisés par une commission de sélection présentant les garanties d'impartialité et d'objectivité requises. Ils sont adaptés à la fonction à pourvoir.

La commission de sélection est composée pour un tiers, de membres choisis en dehors de l'organisme et qui doivent présenter une compétence incontestable dans le domaine considéré.

La commission comprend au moins un représentant des Ministres fonctionnels et des Ministres-Présidents. La composition de la commission est approuvée par les Gouvernements.

La commission est chargée de classer les candidats dans une des deux catégories visées à l'article 4, § 4, alinéa 4, du présent arrêté et de rendre aux Gouvernements un avis motivé sur l'admissibilité et sur le degré d'adéquation des compétences, de l'expérience et des aptitudes des candidats par rapport à la description de fonction et au profil de compétences.

L'administrateur général transmet le rapport de la commission aux Ministres fonctionnels et aux Ministres-Présidents en adressant copie aux Ministres de la Fonction publique.

En ce qui concerne le personnel visé à l'article 2, § 1^{er}, 4^o, du présent arrêté, les Ministres fonctionnels donnent les instructions nécessaires à l'administrateur général pour procéder à l'engagement parmi les personnes qui conviennent pour la fonction dans les quinze jours de la réception du rapport de la commission.

CHAPITRE IV. — Droits, devoirs et incompatibilités

Art. 6. Les articles 2 et 3 de même que les articles 116 et 117 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international sont applicables aux membres du personnel contractuel visés par le présent arrêté.

CHAPITRE V. — De la formation des agents contractuels

Art. 7. Les dispositions du chapitre III du Titre V du Livre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles sont applicables aux membres du personnel contractuel visé par le présent arrêté, à l'exception des dispositions qui concernent la formation de carrière.

CHAPITRE VI. — De la situation pécuniaire des membres du personnel contractuel

Art. 8. § 1^{er}. En application des dispositions du Titre XV du Livre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles, les membres du personnel contractuel perçoivent une rémunération identique au traitement lié au grade de recrutement, octroyé aux agents pour le même grade ainsi que les augmentations intercalaires et sexennales qui y sont liées.

Après huit ans d'ancienneté dans l'échelle de traitement D4, les membres du personnel contractuel de niveau 3 bénéficient de l'échelle de traitement D3 pour autant qu'ils justifient d'une évaluation favorable dans le cadre du rapport visé à l'article 11 dernier alinéa du présent arrêté.

§ 2. Les membres du personnel contractuel, engagés pour exercer des tâches spécifiques ou pour exercer des tâches visées à l'article 2, § 1^{er}, 4^o, du présent arrêté bénéficient d'une rémunération identique au traitement lié aux grades d'attaché, de premier attaché, de directeur, octroyé aux agents pour les mêmes grades et les mêmes fonctions ainsi que les augmentations intercalaires qui y sont liées.

§ 3. Les membres du personnel contractuel bénéficient de leur rémunération normale le jour de carence visé aux articles 52 et 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 9. Les dispositions du titre XV du Livre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles sont applicables aux membres du personnel contractuel, à l'exception des dispositions des chapitres VII (allocation pour fonction supérieure) et VIII (allocation de départ).

Pour l'application de l'article 218 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles, le montant de la rétribution garantie est de 13.234,20 EUR.

Art. 10. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les périodes de suspension du contrat rémunérées par l'organisme.

En outre, les périodes de suspension non rémunérées suivantes sont également prises en considération :

1. les périodes de suspension pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle;
2. les périodes de congé ou d'interruption du travail visées aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;
3. le congé exceptionnel pour cas de force majeure visé dans le Livre III relatif aux congés et absences des agents de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles;
4. les périodes d'absence pour participation à une cessation concertée du travail;
5. les périodes de suspension accordées pour exercer une fonction dans un Cabinet ministériel;
6. les périodes d'interruption de la carrière professionnelle;
7. les périodes de suspension accordées dans le cadre du congé politique;
8. les périodes de suspension pour congé parental.

CHAPITRE VII. — De la fixation des objectifs et des entretiens de planification et de fonctionnement

Art. 11. Tout supérieur hiérarchique statutaire de rang A4 au moins, fixe les objectifs à atteindre par chaque membre du personnel contractuel placé sous son autorité.

Ces objectifs sont fixés par le supérieur hiérarchique lors d'un entretien de planification, de manière spécifique, mesurable; ils doivent être axés sur le résultat et inscrits dans le temps.

Ils doivent concrétiser les objectifs de service fixés selon les méthodes de gestion propres à l'organisme et situer le rôle et le niveau d'implication de l'agent par rapport à l'atteinte de ces objectifs.

Des objectifs de développement personnel peuvent également être exprimés.

Un entretien de fonctionnement a lieu, selon la nature de la fonction exercée, au plus tard dans les deux années qui suivent l'entretien de planification.

Cet entretien permet d'apprécier les prestations accomplies, en relation avec le bilan global du service et l'atteinte des objectifs de développement personnel, de déterminer les causes des écarts éventuels et de prévoir les mécanismes de remédiation aux difficultés rencontrées.

L'entretien de fonctionnement est consigné dans un rapport communiqué au membre du personnel contractuel. Dans les quinze jours à dater de cette communication, le membre du personnel contractuel fait valoir ses remarques auprès du supérieur hiérarchique qui a mené l'entretien et auprès du supérieur hiérarchique de celui-là.

CHAPITRE VIII. — *De la situation administrative des membres du personnel contractuel*

Art. 12. Le régime de congés et autres absences applicable aux membres du personnel contractuel est réglementé par le Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles.

Le régime des indemnités et allocations applicable aux membres du personnel contractuel est réglementé par le Livre IV de l'arrêté précité, à l'exception du personnel affecté à la carrière extérieure dont le régime des indemnités est fixé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles - carrière extérieure.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le contrat de travail fait expressément référence au présent arrêté ainsi qu'à la base juridique qui autorise l'engagement contractuel, telle que visée à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté.

Art. 14. L'article 11 s'applique à tout membre du personnel contractuel en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et est mis en oeuvre pour la première fois, dans les six mois de sa publication.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 16. La Ministre des Relations internationales et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 517

[C — 2009/27018]

5. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von «Wallonie-Bruxelles international»

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen «Wallonie-Bruxelles», insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen «Wallonie-Bruxelles»;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die durch die Französische Gemeinschaft übertragenen Angelegenheiten betrifft, zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen «Wallonie-Bruxelles»;

Aufgrund der am 24. April und am 8. November 2007 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Januar 2008 aufgestellten Protokolls Nr. 499 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 9. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 22. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 4. August 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.794/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf die vertraglichen Personalmitglieder von «Wallonie-Bruxelles international», nachstehend, «die Einrichtung» genannt.

Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf jene Personalmitglieder, die im Rahmen eines Vertrags zur Beschäftigung von Studenten in den Monaten Juli, August und September eingestellt werden.

KAPITEL II — *Anstellungsbedingungen*

Art. 2 - § 1. Die Einrichtung kann Personen anstellen, um ausschließlich die folgenden Aufgaben wahrzunehmen:

1. einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu decken, ob es sich um die Durchführung von zeitlich begrenzten Aktionen oder um einen außerordentlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

2. Bedienstete bei einer gesamten oder teilweisen Abwesenheit zu ersetzen, ob sie sich im aktiven Dienst befinden oder nicht;

3. Hilfsaufgaben oder spezifische Aufgaben durchführen, die im Rahmen des vorliegenden Artikels definiert werden;

4. Aufgaben ausführen, die besondere Kenntnisse oder eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung, die beide für die betreffenden auszuführenden Aufgaben relevant sind, voraussetzen.

Der Arbeitsvertrag definiert die Aufgaben, die der angestellten Person zugeteilt worden sind, unter Berücksichtigung des vorab bestimmten Funktionsprofils.

§ 2. Als Hilfsaufgaben gelten:

1. die Dienstaufgaben in den Cafeterias;
2. die Wartungsaufgaben;
3. die Telefondienst- und Empfangsaufgaben;
4. die Aufgaben der Chauffeurs.

§ 3. Zu den spezifischen Aufgaben gehören unter anderem die Aufgaben im Rahmen der Durchführung von europäischen Programmen, die internationalen Austauschprogramme für junge Arbeitnehmer, deren Arbeitsplatz durch externe Zuschüsse finanziert wird.

Die für diese Funktion bezeichnete Person ist wenigstens Inhaber eines Diploms, das Zugang zu den Stellen der Stufe 1 gibt. Zudem muss sie die besonderen beruflichen Qualifikationen besitzen, die im Funktionsprofil angeführt werden.

§ 4. Jene Aufgaben, die hochwertige Verwaltungsmethoden oder technische Kenntnisse umfassen, können als Aufgaben betrachtet werden, die besondere Kenntnisse oder eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung, die beide für die betreffende Arbeit relevant sind, voraussetzen.

Art. 3 - Für die Anwendung von Artikel 10, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von «Wallonie-Bruxelles international» umfasst der Stellenplan der Einrichtung die in Artikel 2, § 1, 1°, 3° und 4° des vorliegenden Erlasses angeführten zu besetzenden Stellen.

KAPITEL III — Zulässigkeit, Auswahl und Amtsniederlegung

Art. 4 - § 1. Die im Rahmen eines Arbeitsvertragsverhältnisses einzustellenden Personen müssen den folgenden Bedingungen genügen:

1. im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
2. den Milizgesetzen genügen;
3. den Besitz der erforderlichen medizinischen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;
4. Inhaber eines Diploms oder Studienzeugnisses sein, das der Stufe der zu besetzenden Stelle entspricht;
5. einer den Anforderungen der zu besetzenden Stelle entsprechenden Führung sein;

§ 2. Die in § 1 angeführten Bedingungen müssen während der gesamten Dauer der Vertragsdurchführung aufrechterhalten werden.

§ 3. Für die Stufen 1, 2+ und 2 gelten die folgenden Auswahlkriterien: das Abschlusszeugnis und die Ausbildung, die Fähigkeiten und die Kompetenzen, die Motivation um die Stelle zu besetzen.

Für die Stufe 3 gelten die folgenden Auswahlkriterien: die Fähigkeiten und Kompetenzen sowie die Motivation um die Stelle zu besetzen.

§ 4. Für die in Artikel 2, § 1, 1° und 2° des vorliegenden Erlasses genannten Einstellungen wird den erfolgreichen Teilnehmern der funktionspezifischen Anwerbungsprüfungen, die von SELOR für die Wallonische Region oder die Französische Gemeinschaft Wallonie Brüssel organisiert werden und deren Rekrutierungsreserve noch gültig ist, der Vorrang gegeben.

Falls kein erfolgreicher Teilnehmer an einer SELOR-Prüfung Interesse an einer Einstellung bekundet, kann der Aufruf an die Bewerber veröffentlicht werden, und zwar anhand jeglicher Kommunikationsmittel, die den Interessenten ermöglichen, sich zu melden.

Für die in Artikel 2, § 1, 1° und 2° des vorliegenden Erlasses genannten Einstellungen und für die Einstellungen zur Ausführung von Hilfsaufgaben führen die funktionellen Minister eine erste Auswahl der Bewerber für die zu besetzenden Stellen durch, und zwar auf der Grundlage der Bewerbungsakten und eines Bewertungsrasters im Zusammenhang mit dem Funktionsprofil jeder der zu besetzenden Stellen.

Die Bewerber, die auf diese Weise Gegenstand einer ersten Vorauswahl waren, werden von den betreffenden Verantwortlichen der Einrichtung im Beisein von Beobachtern der Gewerkschaften angehört. Der Generalverwalter übermittelt den funktionellen Ministern einen Anhörungsbericht gemeinsam mit einem begründeten Vorschlag, wobei den Ministern des Öffentlichen Dienstes eine Kopie übermittelt wird. Für jeden der Bewerber werden in dem Anhörungsbericht wenigstens folgende Informationen vermerkt:

1° Definition der zu besetzenden Stelle:

a) Beschreibung der Aufgaben;

2° Profil des gesuchten Bewerbers:

a) Abschlusszeugnisse und Ausbildung;

b) Eignungen und Fähigkeiten.

3° Interview:

a) Identifizierung des Bewerbers (einschließlich eine Kopie der SELOR-Bescheinigung, außer für die Ausführung von Hilfsaufgaben und die zeitweilige Ersetzung von Personal);

b) Motivation des Bewerbers, um die Funktion auszuüben;

c) Berufserfahrung;

d) Datum, ab dem die Person zur Verfügung steht, um die Funktion auszuüben;

e) Übereinstimmung mit dem verlangten Profil.

4° Einstufung eines Bewerbers in eine der beiden nachfolgenden Kategorien: eignet sich für die Funktion oder eignet sich nicht für die Funktion.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Anhörungsberichte und auf der Grundlage des Gutachtens der Minister des öffentlichen Dienstes erteilen die funktionellen Minister dem Generalverwalter die notwendigen Anweisungen, damit er die Einstellung der Personen vornehmen kann, die für die Funktion geeignet sind, mit Ausnahme der Mitglieder des Vertragspersonals, die die Aufgaben eines Generalabgeordneten, eines Abgeordneten oder eines Beraters wahrnehmen, deren Einstellung von den Regierungen beschlossen wird.

Art. 5 - § 1. Jede Einstellung eines Mitglieds des Vertragspersonals, das damit beauftragt wird, spezifische Aufgaben wahrzunehmen, und des in Artikel 2, § 1, 4° des vorliegenden Erlasses erwähnten Personals verlangt:

1. die Veröffentlichung eines Aufrufs an die Bewerber anhand jeglicher Kommunikationsmittel, die den Interessenten ermöglichen, sich zu melden;
2. eine Funktionsbeschreibung und ein Kompetenzprofil, in dem jeweils die Kompetenzen, die Erfahrung und die Fähigkeiten, die verlangt werden, angeführt werden;
3. die Einrichtung eines Auswahlausschusses;
4. ein in der Form begründeter Beschluss, der sich auf die Zulässigkeit der Bewerber und deren Auswahl bezieht.

§ 2. Die Tests oder Auswahlprüfungen werden von einem Auswahlausschuss organisiert, der alle verlangten Garantien der Objektivität und der Unparteilichkeit bietet. Sie sind an die zu besetzende Stelle angepasst.

Der Auswahlausschuss wird zu einem Drittel von Mitgliedern gebildet, die außerhalb der Einrichtung auserwählt werden und die über unbestreitbare Fachkenntnisse in dem betreffenden Gebiet verfügen.

Der Ausschuss umfasst wenigstens einen Vertreter der funktionellen Minister und der Minister-Präsidenten. Die Zusammensetzung des Ausschusses wird von der Regierung genehmigt.

Der Ausschuss hat die Aufgabe, die Bewerber in eine der beiden in Artikel 4, § 4, Absatz 4, 4° des vorliegenden Erlasses angeführten Kategorien einzustufen und den Regierungen ein begründetes Gutachten über die Zulässigkeit und den Eignungsgrad der Fachkenntnisse, der Erfahrung und der Fähigkeiten eines jeden Bewerbers im Verhältnis zu der Funktionsbeschreibung und dem Kompetenzprofil ab.

Der Generalverwalter übermittelt den funktionellen Ministern und den Minister-Präsidenten den Bericht des Ausschusses, wobei den Ministern des Öffentlichen Dienstes eine Kopie übermittelt wird.

Was das in Artikel 2, § 1, 4° des vorliegenden Erlasses erwähnte Personal betrifft, so erteilen die funktionellen Minister dem Generalverwalter die notwendigen Anweisungen, damit dieser innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Berichts des Ausschusses jene Personen einstellen kann, die sich für die Funktion eignen.

KAPITEL IV — Rechte, Pflichten und Unvereinbarkeiten

Art. 6 - Die Artikel 2 und 3 sowie die Artikel 116 und 117 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von «Wallonie-Bruxelles international» sind anwendbar auf die in dem vorliegenden Erlass angeführten Mitglieder des Vertragspersonals.

KAPITEL V — Die Ausbildung des Vertragspersonals

Art. 7 - Die Bestimmungen von Buch I, Titel V, Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von «Wallonie-Bruxelles international» sind anwendbar auf die in dem vorliegenden Erlass angeführten Mitglieder des Vertragspersonals, mit Ausnahme der Bestimmungen, die die Laufbahnausbildung betreffen.

KAPITEL VI — Die finanzielle Stellung der Mitglieder des Vertragspersonals

Art. 8 - § 1. In Anwendung der Bestimmungen von Buch I, Titel XV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von «Wallonie-Bruxelles international» beziehen die Mitglieder des Vertragspersonals ein Gehalt, das identisch ist mit dem Gehalt des Anwerbsdienstgrads, das den Bediensteten für den gleichen Dienstgrad gewährt wird, sowie die damit verbundenen Zwischenerhöhungen und Sechsjahreserhöhungen.

Nach acht Jahren finanziellem Dienstalter in der Gehaltstabelle D4 gelangen die Mitglieder des Vertragspersonals der Stufe 3 in den Genuss der Gehaltstabelle D3 unter der Bedingung, dass sie im Rahmen des in Artikel 11, letzter Absatz des vorliegenden Erlasses erwähnten Berichts eine günstige Bewertung erhalten haben.

§ 2. Die Mitglieder des Vertragspersonals, die eingestellt werden, um spezifische Aufgaben wahrzunehmen, oder um die in Artikel 2, § 1, 4° des vorliegenden Erlasses angeführten Aufgaben wahrzunehmen, beziehen ein Gehalt, das mit dem Gehalt übereinstimmt, das für die Dienstgrade eines Attachés, eines ersten Attachés oder eines Direktors gewährt wird und das den Bediensteten für die gleichen Dienstgrade und die gleichen Funktionen gewährt wird, sowie die damit verbundenen Zwischenerhöhungen.

§ 3. Die Mitglieder des vertraglichen Personals haben für den Karenztag im Sinne der Artikel 52 und 71 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge Anspruch auf ihre normale Entlohnung.

Art. 9 - Die Bestimmungen von Buch I, Titel XV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Bediensteten von «Wallonie-Bruxelles international» sind anwendbar auf die Mitglieder des Vertragspersonals, mit Ausnahme der Bestimmungen der Kapitel VII (Zulage für die Ausübung einer höheren Funktion) und VIII (Abgangszuwendung) betreffen.

Für die Anwendung von Artikel 218 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von «Wallonie-Bruxelles international» beträgt der Betrag der garantierten Besoldung 13.234,20 EUR.

Art. 10 - Für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen gelten die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, die von der Einrichtung vergütet werden, als zulässige Dienste.

Die folgenden Zeitspannen der nicht vergüteten Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung werden ebenfalls berücksichtigt:

1. die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit sowie wegen Arbeitsunfall oder Berufskrankheit;

2. die Zeitspannen des Urlaubs oder der Arbeitsunterbrechung im Sinne der Artikel 39 und 42 bis 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit;

3. der Sonderurlaub aufgrund höherer Gewalt nach Buch III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von «Wallonie-Bruxelles international» über den Urlaub und die Abwesenheiten der Bediensteten.

4. die Zeitspannen der Abwesenheit wegen Teilnahme an einer konzertierten Arbeitsniederlegung;

5. die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, die gewährt werden, um ein Amt in einem ministeriellen Kabinett auszuüben;

6. die Zeitspannen der Unterbrechung der Berufslaufbahn;

7. die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung im Rahmen eines politischen Urlaubs;

8. die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für Elternurlaub.

KAPITEL VII — *Die Festlegung der Zielsetzungen und die Planungs- und Dienstgespräche*

Art. 11 - Ein statutarischer hierarchischer Vorgesetzter, der mindestens den Rang 4 hat, setzt die Ziele fest, die jedes ihm unterstehende Mitglied des Vertragspersonals, zu erreichen hat.

Diese Ziele werden auf spezifische und messbare Art während eines Planungsgesprächs festgesetzt und müssen ergebnisbezogen und in eine zeitliche Planung eingebunden sein.

Sie müssen die dienstlichen Ziele die gemäß den für die betroffene Einrichtung üblichen Verwaltungsmethoden festgesetzt sind, und nachdem die Rolle und das Einsatzniveau des Bediensteten im Hinblick auf das Erreichen dieser Ziele bestimmt worden sind, konkretisieren.

Ziele im Rahmen der persönlichen Entfaltung können ebenfalls geäußert werden.

Ein Dienstgespräch unter Berücksichtigung der ausgeübten Funktion findet spätestens zwei Jahre nach dem Planungsgespräch statt.

Dieses Gespräch ermöglicht eine Bewertung des Stands der Verwirklichung der Ziele im Zusammenhang mit der globalen Bilanz des Dienstes und der Verwirklichung der Ziele im Bereich der persönlichen Entfaltung, eine Bestimmung der ggf. festgestellten Abweichungen und eine Planung von Mechanismen zur Behebung der auftretenden Schwierigkeiten.

Das Dienstgespräch wird in einem Bericht festgehalten, der dem Mitglied des Vertragspersonals übermittelt wird. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dieser Mitteilung macht das Mitglied des Vertragspersonals seine Bemerkungen bei dem Vorgesetzten, der das Gespräch geführt hat sowie bei dessen Vorgesetzten geltend.

KAPITEL VIII — *Die Verwaltungslage der Mitglieder des Vertragspersonals*

Art. 12 - Die Regelung über den Urlaub und die sonstigen Abwesenheiten der Mitglieder des Vertragspersonals wird durch Buch III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von «Wallonie-Bruxelles international» organisiert.

Die Regelung der Vergütungen und Zulagen der Mitglieder des Vertragspersonals wird durch Buch IV des vorerwähnten Erlasses geregelt, mit Ausnahme des Personals im Außendienst, deren Regelung der Vergütungen durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von «Wallonie-Bruxelles international» – Außendienst geregelt wird.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Der Arbeitsvertrag umfasst eine ausdrückliche Bezugnahme auf den vorliegenden Erlass sowie auf die juristische Grundlage, die die Einstellung auf Vertragsbasis erlaubt und die in Artikel 2, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnt wird.

Art. 14 - Artikel 11 ist anwendbar auf alle Mitglieder des Vertragspersonals, die sich am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Dienst befanden. Dieser Artikel wird innerhalb von sechs Monaten nach seiner Veröffentlichung zum ersten Mal angewandt.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

Art. 16 - Die Ministerin für auswärtige Beziehungen und der Minister des öffentlichen Dienstes werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen
Frau M.-D. SIMONET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 517

[C — 2009/27018]

5 DECEMBER 2008. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van « Wallonie-Bruxelles international »**

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles », gedaan op 20 maart 2008;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen « Wallonie-Bruxelles »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april en 8 november 2007;

Gelet op protocol nr. 499 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 17 januari 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2007;

Gelet op advies nr. 44.794/2/V van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Buitenlandse Betrekkingen en van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de contractuele personeelsleden van « Wallonie-Bruxelles international », hierna « de instelling » genoemd.

Dit besluit is niet van toepassing op de personeelsleden die aangeworven moeten worden bij gebruikscontract van student tussen de maanden juli, augustus en september.

HOOFDSTUK II. — *Aanwervingsvoorwaarden*

Art. 2. § 1. Personen kunnen door de instelling aangeworven worden slechts om :

1. in te spelen op uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel, ofwel door de uitvoering van in de tijd beperkte acties, ofwel door een uitzonderlijke werktoename;
2. personeelsleden te vervangen in geval van totale of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht of ze in dienstactiviteit zijn;
3. bijkomende of specifieke opdrachten zoals bedoeld in dit artikel te vervullen;
4. te zorgen voor de uitvoering van opdrachten die bijzondere kennis of een brede expertise van hoog niveau vereisen, die beide relevant zijn voor de uit te voeren opdrachten.

Het arbeidscontract bepaalt de opdrachten die toevertrouwd worden aan de persoon aangeworven overeenkomstig het tevoren bepaalde functieprofiel.

§ 2. Onder bijkomende opdrachten wordt verstaan :

1. de dienstopdrachten in de cafetaria's;
2. de onderhoudsopdrachten;
3. de telefonie- en opvangopdrachten;
4. de door de chauffeurs uitgeoefende opdrachten.

§ 3. Bij de specifieke opdrachten kunnen behoren, de opdrachten betreffende de uitvoering van de Europese programma's, de internationale jongerenuitwisselingen waarvoor de tewerkstelling door externe subsidies wordt gefinancierd.

De voor deze functie aangewezen persoon is minstens houder van een diploma dat toegang geeft tot de arbeidsplaatsen van niveau 1 en moet voldoen aan de bijzondere beroepskwalificaties die in het profiel van de functie vastgesteld worden.

§ 4. Als opdrachten die bijzondere kennis of een brede expertise van hoog niveau vereisen, die beide relevant zijn voor de uit te voeren opdrachten, kunnen worden beschouwd, de opdrachten die beheersmethoden of technische kennis van hoog niveau integreren.

Art. 3. Voor de toepassing van artikel 10, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles international » omvat de personeelsformatie van de instelling de betrekkingen waarin moet worden voorzien en bedoeld in artikel 2, § 1, 1^o, 3^o en 4^o van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Toelaatbaarheid, selectie en beëindiging van functie*

Art. 4. § 1. De bij arbeidsovereenkomst aan te werven personen moeten de volgende voorwaarden vervullen :

1. burgerlijke en politieke rechten genieten;
2. voldoen aan de wetten op de militaire dienst;
3. het bewijs leveren van de medische geschiktheid vereist om de functie uit te oefenen;

4. houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verhouding met het niveau van de toe te kennen betrekking;

5. een gedrag hebben dat overeenstemt met de eisen van de functie.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorwaarden moeten behouden worden tijdens de uitvoering van het contract.

§ 3. Voor de niveaus 1, 2+ en 2 zijn de selectiecriteria de volgende : het diploma en de vorming, de geschiktheden en bevoegdheden, de motivatie om de functie te bekleden.

Voor het niveau 3 zijn de selectiecriteria de volgende : de geschiktheden en bevoegdheden, de motivatie om de functie te bekleden.

§ 4. Voor de aanwervingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1° en 2°, van dit besluit wordt de voorkeur gegeven aan de geslaagden voor vergelijkende wervingsexamens die specifiek zijn voor de functie en die georganiseerd worden door de « SELOR » voor het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschap « Wallonie-Bruxelles » en waarvan de wervingsreserve steeds geldig is.

Bij gebrek aan geïnteresseerde SELOR-geslaagde, kan de oproep tot de kandidaten het voorwerp uitmaken van een bekendmaking door elke communicatievector waardoor elke geïnteresseerde persoon van zich kan laten horen.

Voor de in artikel 2, § 1, 1, 2, bedoelde aanwervingen en voor de aanwervingen bestemd voor het vervullen van bijkomende opdrachten gaan de functionele Ministers over tot een eerste selectie van kandidaten voor de arbeidsplaatsen waarin moet worden voorzien en tot de handeling van de kandidatendossiers op grond van een evaluatierooster gebonden aan het functieprofiel van elke arbeidsplaats waarin moet worden voorzien.

De aldus voorgedragen kandidaten worden gehoord door de betrokken verantwoordelijken van de instelling in aanwezigheid van vakbondswaarnemers. De administrateur-generaal maakt het verhoorverslag samen met een met redenen omkleed voorstel over aan de functionele Ministers en richt er een afschrift van aan de Ministers van Ambtenarenzaken. Voor elke kandidaat bepaalt het verhoorverslag minstens de volgende elementen :

1° bepaling van de functie waarin moet worden voorzien :

a) omschrijving van de taken;

2° profiel van de gezochte kandidaat :

a) diploma en vorming;

b) geschiktheden en bevoegdheden :

3° onderhoud :

a) identificatie van de kandidaat (met inbegrip van een afschrift van het SELOR-attest behalve voor de bijkomende opdrachten en voor de voorlopige vervangingen);

b) motivatie van de kandidaat om de functie te bekleden;

c) beroepservaring;

d) datum waarop de persoon vrij is om de functie te bekleden;

e) adequatie met het gevraagde profiel

4° indeling van een kandidaat in één van beide volgende categorieën : geschikt voor de functie of niet-geschikt voor de functie.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de verhoorverslagen en na advies van de Ministers van Ambtenarenzaken geven de functionele Ministers de nodige instructies aan de administrateur-generaal opdat hij zou overgaan tot de aanwerving onder de personen die geschikt zijn voor de functie met uitzondering van de contractuele vervangingspersoneelsleden die de functies van afgevaardigde-generaal, afgevaardigde of raadslid uitoefenenen wier aanwervingen door de Regeringen wordt besloten.

Art. 5. § 1. Elke aanwerving van contractuele personeelsleden belast met specifieke taken en van het in artikel 2, § 1, 4°, van dit besluit bedoelde personeel vereist :

1. de bekendmaking van een oproep tot de kandidaten door elke communicatievector waardoor elke geïnteresseerde persoon van zich kan laten horen;

2. een functieomschrijving en een bevoegdheidsprofiel met vermelding van de bevoegdheden, de ervaring en de vereiste geschiktheden;

3. de oprichting van een selectiecommissie;

4. een vormelijk gemotiveerde beslissing met het oog op de toelaatbaarheid van de kandidaten en van hun selectie.

§ 2. De selectietesten of –proeven worden georganiseerd door een selectiecommissie die de vereiste onpartijdigheids- en objectiviteitsgaranties voorstellen. Ze worden aangepast aan de functie waarin moet worden voorzien.

De selectiecommissie bestaat voor één derde uit leden gekozen buiten de instelling die een onbetwistbare bevoegdheid in het betrokken domein moeten hebben. De commissie bestaat minstens uit een vertegenwoordiger van de functionele Ministers en van de Minister-Presidenten. De samenstelling van de commissie wordt door de Regeringen goedgekeurd.

De commissie wordt ermee belast de kandidaten in te delen in één van de in artikel 4, § 4, vierde lid, 4°, van dit besluit bedoelde categorieën en een met redenen omkleed advies aan de Regeringen uit te brengen over de toelaatbaarheid en de adequatiegraad van de bevoegdheden, van de ervaring en van de geschiktheden van de kandidaten ten opzichte van de functieomschrijving en het bevoegdhedenprofiel.

De administrateur-generaal maakt het verslag van de commissie over aan de functionele Ministers en aan de Minister-Presidenten en richt er een afschrift van aan de Ministers van Ambtenarenzaken.

Wat betreft het in artikel 2, § 1, 4^o, van dit besluit bedoelde personeel geven de functionele Ministers de nodige instructies aan de administrateur-generaal opdat hij zou overgaan tot de aanwerving onder de personen die geschikt zijn voor de functie binnen vijftien dagen na ontvangst van het verslag van de commissie.

HOOFDSTUK IV. — *Rechten, plichten en onverenigbaarheden*

Art. 6. De artikelen 2 en 3 alsook de artikelen 116 en 117 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles international » zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Vorming van de contractuele personeelsleden*

Art. 7. De bepalingen van hoofdstuk III van Titel V van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles international » zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in dit besluit met uitzondering van de bepalingen die de loopbaanvorming betreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Financiële toestand van de contractuele personeelsleden*

Art. 8. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van Titel XV van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles international » krijgen de contractuele personeelsleden een bezoldiging gelijk aan de wedde gebonden aan de wervingsgraad toegekend aan de personeelsleden voor dezelfde graad alsmede de daaraan gebonden tussentijdse en zesjarige verhogingen.

Na acht jaar anciënniteit in de weddeschaal D4 genieten de contractuele personeelsleden van niveau 3 de weddeschaal D3 voor zover zij een gunstige evaluatie aantonen in het kader van het verslag bedoeld in artikel 11, laatste lid, van dit besluit.

§ 2. De contractuele personeelsleden die aangeworven zijn om specifieke taken of taken bedoeld in artikel 2, § 1, 4^o, van dit besluit uit te oefenen, krijgen een bezoldiging gelijk aan de wedde gebonden aan de graad van attaché, eerste attaché, directeur, toegekend aan de personeelsleden voor dezelfde graad en dezelfde functies alsmede de daaraan gebonden tussentijdse verhogingen.

§ 3. De contractuele personeelsleden genieten dezelfde normale bezoldiging op de carensdag bedoeld in de artikelen 52 en 71 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. »

Art. 9. De bepalingen van Titel XV van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles international » zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden met uitzondering van de bepalingen van de hoofdstukken VII (toelage voor een hoger ambt) en VIII (vertrektoelage).

Voor de toepassing van artikel 218 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles international » belooft het bedrag van de gewaarborgde bezoldiging op 13.234,20 EUR.

Art. 10. De door de instelling bezoldigde periodes waarin het contract wordt geschorst, komen in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen.

Bovendien worden de volgende niet-bezoldigde schorsingsperiodes ook overwogen :

1. de schorsingsperiodes wegens ziekte of invaliditeit alsmede wegens arbeidsongeval of beroepsziekte;
2. de verlofperiodes of de periodes van arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971;
3. het uitzonderlijk verlof wegens overmacht bedoeld in Boek III betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles »;
4. de periodes van afwezigheid wegens de deelname aan een georganiseerde werkonderbreking;
5. de periodes van schorsing toegekend om een functie uit te oefenen in een ministerieel kabinet;
6. de periodes van onderbreking van de beroepsloopbaan;
7. de schorsingsperiodes toegekend in het kader van een politiek verlof;
8. de schorsingsperiodes toegekend in het kader van een ouderschapsverlof.

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling van de doelstellingen en plannings- en werkingsonderhouden*

Art. 11. Elke statutaire hiërarchische meerdere van minstens rang A4 bepaalt de doelstellingen die door elk contractuele personeelslid onder zijn gezag moet behalen.

Deze doelstellingen worden bepaald door de hiërarchische meerdere vastgelegd bij een planningsonderhoud; ze zijn specifiek, meetbaar, en moeten op de resultaten worden en opgenomen worden in een kalender.

Ze moeten de dienstdoelstellingen vastgelegd volgens beheersmethoden eigen aan de instelling en het betrokkenheidsniveau van het personeelslid i.v.m. het bereiken van die doelstellingen concretiseren.

Doelstellingen van persoonlijke ontwikkeling kunnen ook uitgedrukt worden.

Een werkingsonderhoud vindt plaats volgens de aard van de uitgeoefende functie uiterlijk binnen twee jaar na het planningsonderhoud.

Met dat onderhoud kunnen de vervulde prestaties samen met de globale balans van de dienst en het bereiken van de persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen gewaardeerd worden en kunnen de oorzaken van de eventuele verschillen bepaald worden; daarmee kan ook worden voorzien in de verhelpingsmechanismen voor de ontoete moeilijkheden.

Het werkingsonderhoud wordt opgenomen in een verslag dat aan het contractuele personeelslid wordt overgemaakt. Binnen vijftien dagen na ontvangst van deze overmaking laat het contractuele personeelslid zijn opmerkingen gelden bij de hiërarchische meerdere die het onderhoud heeft gevoerd en bij de hiërarchische meerdere van laatstgenoemde.

HOOFDSTUK VIII. — *Administratieve toestand van de contractuele personeelsleden*

Art. 12. Het stelsel van de verloven en van de andere afwezigheden dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden wordt geregeld door Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles ».

Het stelsel van de vergoedingen en toelagen dat van toepassing is op de contractuele personeelsleden wordt geregeld door Boek IV van bovenvermeld besluit, met uitzondering van het personeel aangesteld voor de externe loopbaan, waarvan het vergoedingstelsel bepaald wordt bij het besluit van Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en financiële statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles » – externe loopbaan.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Het arbeidscontract verwijst uitdrukkelijk naar dit besluit en naar de rechtsgrond die de contractuele aanwerving goedkeurt, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, van dit besluit.

Art. 14. Artikel 11 is van toepassing op elk contractueel personeelslid in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en wordt voor de eerste keer uitgevoerd binnen zes maanden na zijn bekendmaking.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 16. De Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 518

[C – 2009/27019]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le cadre organique du personnel de Wallonie-Bruxelles international - carrière interne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 24 avril et 8 novembre 2007;

Vu le protocole n° 495 du Comité de secteur XVI, établi le 17 janvier 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2007;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre des Relations extérieures;